

Ne laissons pas faire la mise à la rue de 150 jeunes !

La date du 31 août approche ainsi que la double infamie prévue par le Conseil Départemental du Loiret et la préfecture : sortie sèche de près de 150 jeunes isolé·e·s étrangers/étrangères tout juste majeur·e·s et non reprise de leur hébergement par les services de l'État.

À cette date, elles et ils seront donc sommé·e·s de quitter leur hébergement. Il en sera de même pour les jeunes Français·e·s.

Le préfet, représentant de l'Etat, ayant annoncé qu'il n'assurera pas la reprise en charge financière de ces hébergements cautionne donc la mise à la rue de 150 jeunes scolarisé·e·s.

IL Y A URGENCE

Le préfet ne veut plus assurer l'hébergement social qui permettaient aux jeunes isolé·e·s majeur·e·s de poursuivre leur scolarité dans des conditions à peu près correctes et d'accéder à des logements après la régularisation de leur situation administrative et leur accès à un emploi.

Le préfet n'ignore bien sûr pas que la situation est plus que dramatique pour ces jeunes à leur majorité. Car en plus de la rue qui les attend, la plupart d'entre eux et d'entre elles se rendront le ventre vide au lycée, n'auront pas les moyens de financer leur carte de bus, leur produits d'hygiène, leur vêtements, etc...

C'est dans ces conditions que le personnel enseignant devra accueillir ces jeunes scolarisé·e·s...

Les titres de séjour qui sont actuellement délivrés aux jeunes sont très précaires, n'ouvrent que très peu de droits et surtout ne leur permettent pas de trouver un emploi stable et à temps complet, ni d'accéder au logement. Ils ne leur permettent pas de devenir indépendants et autonomes.

C'est pourquoi, en plus d'un geste d'humanité pour l'hébergement, nous attendons du préfet qu'il respecte le cadre réglementaire prévu et délivre à ces jeunes des titres de séjour pérennes, car ils et elles ont des droits reconnus par le fait d'avoir été pris·e·s en charge par l'aide sociale à l'enfance : c'est la seule manière pour que ces jeunes puissent s'assumer financièrement et soient accompagné·e·s par les services sociaux pour sortir du dispositif d'hébergement d'urgence.

Si nous ne faisons pas revenir le préfet sur sa décision inique ces jeunes seront maintenu·e·s dans des situations de non droit et de misère.

Un grand nombre de citoyennes et citoyens sont déjà venu·e·s soutenir ces jeunes **Le 24 juillet**, nous vous appelons une nouvelle fois à manifester tous ensemble, notre refus de la mise à la rue de 150 jeunes isolé·e·s.